

CIFE Note de recherche n°98

Mamadou Camara & Moussa Khoré Traoré*, 1er mars 2020

La lutte contre le terrorisme au Sahel: quel rôle pour l'UE?

Depuis la chute du guide libyen Mouammar Kadhafi et l'éclatement des conflits au nord du Mali, le Sahel est devenu le champ d'action des groupes armés (djihadistes/terroristes). Le terrorisme transfrontalier frappe notamment le Mali qui est devenu l'épicentre des mouvements terroristes avec la présence des groupes armés au nord et au centre du pays. Il s'agit du mouvement de libération de Macina du terroriste Amadou Koufa, le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), l'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), l'État Islamique dans le Grand Sahara (EISG).

À ceux-ci s'ajoutent d'autres groupes armés avec une autre idéologie et conviction qui remet en cause l'unicité du Mali, tel-que : le mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), le mouvement arabe de l'Azawad (MAA), la coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) créé en 2014. Sans pour autant oublier des groupes d'autodéfenses et milices qui se multiplient dans les différentes zones, comme le groupe d'autodéfense Touareg et alliés (GATIA), les milices Peulh et Dogon encouragées et soutenues par leurs communautés dans les grandes villes du pays. De fait, la population malienne se retrouve prise en otage entre plusieurs groupes armés de divers horizons, subit des attentats et attaques et doit affronter l'embrasement des conflits communautaires, comme celui opposant les Peulhs et les Dogons au centre du pays où les massacres de Koulogon, d'Ogossagou, de Sobame Da et d'Indelimane ont fait plus de 550 morts et des milliers de déplacés.

Les tensions qui se concentrent au centre du Mali ont un impact dans les autres pays du Sahel : dans le nord-est du Burkina-Faso où les attaques djihadistes entre 2015 et 2019 ont fait plus de 700 morts et engendré 560 000 déplacés et réfugiés¹, dans la région de Tahoua et de Tillabéry au Niger, les forces de l'ordre font l'objet de plusieurs attaques, dont les plus meurtrières sont celles de décembre 2019, avec 85 militaires tués.

Face à cette émergence rapide des mouvements terroristes au Sahel, un certain nombre de pays de ladite zone (Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger

et Tchad), ont décidé de mettre en place une stratégie commune de lutte contre le phénomène dans une coalition dénommée le G5 Sahel, en collaboration avec des organisations internationales telle que l'Union européenne (UE), voulant ainsi stopper voire éradiquer le terrorisme régional qui compromet toute initiative de développement et qui présente un risque d'élargissement aux autres pays de l'Afrique. Cette situation constitue aussi une véritable menace pour la sécurité de l'Europe en raison de sa proximité géographique avec le Sahel et la présence de ses intérêts dans la zone. Quatre interrogations majeures se posent : 1/ Quelles sont les causes du terrorisme au Sahel ? 2/ Comment le terrorisme s'est-il développé au Sahel ? 3/ Comment lutter contre le terrorisme au Sahel ? 4/ Quel rôle l'UE doit-elle jouer ?

La présente note n'aborde que le rôle de l'UE dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. Les dirigeants de l'UE ont pris conscience que la sécurité de l'Europe dépend notamment de celle du Sahel. La région est confrontée à de graves problèmes, qui vont des changements climatiques et de la sécheresse à l'insécurité croissante, en passant par l'extrémisme violent et le trafic illicite de personnes, d'armes et de drogues, sans omettre une mauvaise gouvernance dont les conséquences sont lourdes notamment pour les populations civiles qui en paient un prix élevé. L'enjeu est de taille en raison des risques que fait reposer la dégradation de la sécurité dans la région, son impact sur les activités des entreprises européennes, les flux migratoires². Selon la Commission européenne³, depuis longtemps, l'UE reconnaît le besoin de traiter la menace terroriste, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur. C'est ainsi, qu'elle a publié en juin 2016 sa stratégie mondiale de politique étrangère et de sécurité. Cette stratégie sert de nouveau de cadre global de politique étrangère et de sécurité et constitue le document de référence pour l'UE. Ce document décrit le terrorisme comme l'un des plus grands dangers auxquels l'UE est confrontée et met en évidence le besoin de développer davantage la coopération avec ses voisins, particulièrement les pays du Sahel en matière de lutte contre le terrorisme.

C'est dans ce contexte qu'est née en 2005 la stratégie européenne pour « faire reculer le terrorisme au niveau mondial tout en respectant les droits de l'homme ». Cette stratégie est basée sur quatre piliers : 1/ empêcher les gens de se tourner vers le terrorisme en s'attaquant aux facteurs susceptibles d'entraîner des phénomènes de radicalisation et de recrutement ; 2/ protéger les citoyens et les infrastructures et réduire leur vulnérabilité à une attaque ; 3/ poursuivre les terroristes, les traduire en justice et renforcer les capacités locales à cet effet ; 4/ réagir, préparer et minimiser les conséquences d'une attaque terroriste réussie⁴. C'est à travers ces quatre piliers que l'UE en coopération avec d'autres acteurs (Nations Unies, Union africaine etc.), mène des actions de sécurité et de développement socio-économique dans le Sahel. Il s'agit particulièrement de renforcer les capacités des États du Sahel dans les domaines de la sécurité, du maintien de l'ordre et de l'état de droit afin de lutter contre les menaces, de s'attaquer au terrorisme et au crime organisé d'une manière plus efficace⁵.

Selon le service européen de l'action extérieure, l'UE vise également à contribuer au renforcement des capacités des sociétés à lutter contre l'extrémisme considéré comme l'une des sources du terrorisme. Cette contribution consiste à offrir aux groupes sociaux marginalisés, en particulier aux jeunes vulnérables à la radicalisation, des services sociaux de base et des perspectives économiques et d'emploi et à aider les États et les acteurs non étatiques légitimes à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies et des actions destinées à lutter contre ces phénomènes. Des activités concrètes dans le cadre de l'action sécuritaire sont développées depuis quelques années dans les différents pays du Sahel tels que le financement et la formation des forces sécuritaires des pays concernés.

En outre, elle intervient également au Sahel à travers le financement des projets de développement dans les zones les plus fragiles. Sur la période de 2014-2020, la contribution de l'UE et de ses États membres s'élève à plus de 8 milliards d'euros⁶, investit dans des programmes de développement local et des actions définies par les pays du Sahel. Il s'agit entre autres de renforcer les conditions de vie des populations dans les zones transfrontalières, grâce à l'accès et à l'amélioration de la qualité des services sociaux de bases (santé, éducation, etc.) et au renforcement de la résilience. Les pays concernés ont bénéficié d'un appui institutionnel de plus de 55 millions d'euros, visant à renforcer leur capacité en

matière d'état de droit.

L'UE coopère encore via la mise en place d'un projet de formation des forces militaires des pays touchés par le terrorisme (European Union Training Mission, EUTM), avec à la clé un budget qui dépasse pour le moment le milliard d'euros. L'UE compte également accompagner six pays sahéliens⁷ (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad, Sénégal) dans la mise en place d'une élite policière pour chacun d'entre eux à travers le projet GAR⁸ SI-SAHÉL, bénéficiant d'un financement total de l'UE à hauteur de 41,6 millions d'euros. Aujourd'hui, la force de police espagnole à statut militaire (Garde civile), sous l'égide de l'UE/projet GAR SI-SAHÉL, a formé plus de 786 agents dans la région citée. Les corps militaires français (gendarmerie nationale), portugais (Guardia nacional republicana) et italien (Arma dei carabinieri) participent également à ce vaste programme de formation. Enfin, ce projet bénéficie du soutien de Washington qui a décaissé près de 111 millions de dollars sous la forme d'équipements, de formations et de conseils.

Si toutes ces initiatives européennes ont permis de former de nombreux bataillons opérationnels au Sahel, les missions ont rencontré plusieurs problèmes : manque de coordination, faiblesses et mauvais équipements des armées nationales, manque de volonté de coopération des États pour accomplir les réformes de leurs systèmes de sécurité ; absence d'évaluation et de suivi des programmes. En outre, au-delà de l'accompagnement militaire, nécessaire, nous pensons qu'un nouveau partenariat économique, source de croissance inclusive et de développement, permettrait d'obtenir de meilleurs résultats, car l'une des causes principales de l'émergence rapide du terrorisme au Sahel est l'échec des politiques publiques de développement qui se traduit par la pauvreté, l'injustice et les inégalités socio-économiques. L'appui au développement, la lutte contre toutes formes de précarité dans les pays concernés constituent à nos yeux, l'une des solutions principales pour stopper le terrorisme au Sahel.

L'UE en est parfaitement consciente car elle accompagne depuis plusieurs années les pays cités à travers le financement des actions de développement, de bonnes gouvernances et le règlement des conflits internes. Selon le rapport du service européen de l'action extérieure de 2019, l'UE contribue au développement social et économique du Sahel en général ; encourage et soutient le dialogue

politique interne dans les pays de la région afin de trouver des solutions locales durables aux tensions sociales, politiques et ethniques subsistantes ; renforce la transparence de l'administration et l'obligation pour cette dernière de rendre des comptes au niveau local ; promeut les capacités institutionnelles ; rétablit et/ou renforce la présence administrative de l'État, notamment dans le nord du Niger et du Mali ; contribue à créer les opportunités économiques et éducatives pour les communautés locales ; désenclave les régions où l'insécurité règne au moyen d'infrastructures routières et sociales essentielles ; atténue l'incidence des effets du changement climatique.

In fine, il s'agit de promouvoir une vision et une stratégie communes pour les pays concernés tout en tenant compte des spécificités locales, afin qu'ils puissent s'attaquer aux menaces transfrontalières qui pèsent sur la sécurité et remédier aux problèmes de développement par un dialogue soutenu au plus haut niveau ; engager un dialogue renforcé sur la sécurité et le développement avec les différents partenaires (y compris les pays du Maghreb, les organisations régionales et la communauté internationale en général).

La lutte contre le terrorisme exige des forces militaires mais n'oublions pas que les terroristes fondent leur discours sur la misère des populations locales pour s'implanter dans la différentes zones afin d'avoir une assise locale, tout en se proposant comme solution à leurs problèmes le sous-développement. Il s'agit de promouvoir simultanément la sécurité à travers la formation des forces armées et le développement économique et social à travers la création d'emplois, la lutte contre la pauvreté, l'insécurité, l'injustice et les inégalités. Si nous soulignons la réelle volonté de l'UE de lutter contre le terrorisme dans la bande sahélo sahélienne avec la mise en œuvre d'un programme sécurité et développement, nous relevons également que les résultats restent limités car le terrorisme gagne du terrain et fait chaque jour de nombreuses victimes tant parmi les forces armées que parmi les civils. Aussi, pour une meilleure efficacité dans la lutte contre le terrorisme, il faut que tous les acteurs

s'investissent réellement en agissant sur les causes du terrorisme à travers des véritables politiques de développement socio-économique, tout en assurant la sécurité des zones vulnérables. L'UE, seule, ne peut enrayer le fléau ; les pays sahéliens pas davantage.

***Mamadou Camara** est économiste, enseignant chercheur à la Faculté de Sciences Economiques et de Gestion (FSEG de Bamako Mali).

Moussa Khoré Traoré est économiste, enseignant chercheur à l'Institut Universitaire de Développement Territorial (IUDT de Bamako Mali).

Références:

- ¹ <https://www.ouest-france.fr/monde/burkina-faso> (consulté le 30/12/2019)
- ² <https://www.lopinion.fr/edition/international/apres-mali-deterioration-securitaire-burkina-faso-inquiete-france-162293>(accédé le 11/11/2019).
- ³ Commission européenne, (2019) « Strive pour le développement : Renforcer la résilience face à l'extrémisme violent », www.ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/strive_brochure_french_for_web.pdf(accédé le 10/12/2019).
- ⁴ Idem Commission européenne (2019).
- ⁵ Service européen pour l'action extérieure 2019, « Stratégie pour la sécurité et le développement du sahel » http://eeas.europa.eu/index_fr.htm(accédé le 11/10/2019)
- ⁶ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_18_6667 (consulté le 20/01/2020).
- ⁷ <https://www.euractiv.fr/section/all/news/au-sahel-la-guarde-civile-espagnole-clone-la-strategie-contre-leta/>(consulté le 11/09/2019)
- ⁸ GAR est l'acronyme du Groupe d'action rapide de la Garde civile espagnole, l'unité qui a lutté en France et en Espagne contre le groupe terroriste ETA.

Bibliographie:

- www.ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/strivebrochure_frenchforweb.pdf
www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/mali/central-mali-crprising-marking
<https://eeas.europa.eu/indexfr.htm>
www.lepoint.fr/afrique/terrorisme-dans-le-sahel-pour-quoi-il-faut-changer-de-paradigme-20-06-2019-23201573826.php
www.lopinion.fr/edition/international/apres-mali-deterioration-securitaire-burkina-faso-inquiete-france-162293
www.euractiv.fr/section/all/news/au-sahel-laguarde-civile-espagnole-clone-la-strategie-contre-leta/
https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_18_6667